

Le livre du jour

Dans l'ombre du Palais fédéral, les manipulateurs veillent

Exemples à l'appui, Judith Barben démonte les mécanismes de persuasion douce utilisés par le gouvernement suisse



Le 12 avril 1999, les rédacteurs en chef des journaux suisses reçoivent une lettre personnelle d'Arnold Koller les remerciant «de tout cœur» pour leur «bienveillant soutien» dans la campagne précédant le vote sur la nouvelle Constitution fédérale. Evoquant une opposition minoritaire mais «haineuse» à son projet, le chef du Département fédéral de justice et police sollicitait un dernier coup de pouce pour s'imposer la participation électorale dans le «sprint final».

Nombre de titres obtempèrent sans broncher, certains reprenant même des expressions connues dans la lettre. Un rédacteur en chef publia simplement la missive, montrant ainsi à ses lecteurs les douces pressions qu'exerce le gouvernement suisse sur la formation de l'opinion, en violation de la loi et de la jurisprudence.

Pour un cas mis au jour, combien de manipulations passent inaperçues du citoyen? Beaucoup trop, répond Judith Barben, docteure en psychologie des profondeurs, qui en décortique quelques-unes. Partu en allemand l'an dernier, son essai sur les *Spin Doctors du Pa-*

lais fédéraux» sort en traduction française et consigne une lecture salutaire, même s'il n'est pas lui-même dénué de certains biais.

La première partie décrit les méthodes courantes pour «présenter la réalité de façon à ce qu'elle serve vos intérêts», comme le résume Michael Kinsley, ancien éditeur du *Wall Street Journal*. C'est l'occasion de rappeler que «spin» désigne, en tennis, un mouvement de torsion discrètement imprimé à la raquette pour surprendre l'adversaire au rebond de la balle. C'est en gros ce que font les spécialistes en communication avec l'information qu'ils traitent.

Sauf ceux du Conseil fédéral, qui restent neutres – du moins, ce devrait être le cas. La jurisprudence n'exclut-elle pas «toute prise d'influence directe des autorités qui serait de nature à fausser la libre formation de la volonté des citoyens

avant des votations et des élections?»?

Dans la pratique, le gouvernement piétine allègrement cette ligne rouge, accuse Judith Barben. Alors qu'au début des années 1990, la Confédération employait une centaine de collaborateurs spécialisés dans la communication, leur nombre a explosé à quelque 700 personnes, selon des estimations imprécises, tant les casquettes sont multiples («collaborateur personnel», «porte-parole», «conseiller», etc.). Et c'est sans compter les mandats confiés à des agences de relations publiques extérieures. L'une d'entre elles, Richterich & Partner, a été utilisée pour couper l'herbe sous les pieds de l'initiative populaire «Oui aux médecines complémentaires», l'Office fédéral de la santé publique ayant budgété 300 000 francs pour mener campagne. La collaboratrice qui a dénoncé publiquement cette manœuvre a été licenciée pour violation du secret professionnel.

Dans un autre cas, l'Office fédéral des réfugiés a, tout aussi irrégulièrement, rédigé des lettres types de lectures, transmises aux partis, avant la

votation concernant la nouvelle loi sur l'asile de 1999. L'auteure décrit plus en détail deux exemples qu'elle considère comme emblématiques d'une manipulation systématique de l'opinion: l'adoption de la nouvelle Constitution fédérale, et la façon dont le gouvernement a impliqué la Suisse dans l'OTAN en recourant aux techniques de demi-vérités et de dénigrement de l'adversaire. Un «spin doctor» a joué un

Doté d'un appareil théorique succinct mais suffisant, le livre de Judith Barben se lit facilement. Il n'est pas exempt de défauts

rôle particulièrement actif dans ce cas: Thomas Suremann, ancien rédacteur du *Blick*, dont les allers-retours entre le journalisme et l'administration illustrent les rapports ambigus qu'entretiennent administration et médias. Documenté, doté d'un appa-

reil théorique succinct mais suffisant, le livre de Judith Barben se lit facilement. Il n'est pas exempt de défauts. L'auteure se concentre sur des thèmes qui lui tiennent visiblement à cœur et en arrive à confondre parfois le débat sur les arguments de fond avec l'analyse objective de la désinformation et de ses motivations (notamment quand elle parle du rapport Bergier). Ses allers-retours entre les exemples ou auteurs américains et la réalité suisse ne sont pas toujours convaincants.

On aurait aussi souhaité que, munie de ses munitions, elle confronte quelques «spin doctors» du Palais et des journalistes à ses observations. Faute de l'avoir fait, elle sous-traite un aspect important de l'enjeu: la petite désinformation au quotidien, celle qui n'influence pas forcément une votation, mais se glisse dans une des multiples étapes du processus fédéral de prise de décision.

Jean-Claude Pécllet

Judith Barben,
Les Spin Doctors du Palais fédéral,
Editions Xenia, 256 p.